

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT



RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

**REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-X
7-8 DÉCEMBRE 2006
La Haye, Pays-Bas**

**UNITE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES
ET DES PARTENARIATS**

Table des matières

	Page
I. Introduction	1
II. Contexte : élaboration du Cadre de soutenabilité de la dette	1
III. Application du CSD aux ABP pays 2005	4
IV. Application du CSD aux ABP pays 2006	6
<ul style="list-style-type: none"> • Principales caractéristiques des APSD • Classement CSD 2006 • Principaux résultats • Application du CSD 2006 aux ABP pays 	
V. Impact de l'IADM sur le CSD	10
VI. Nouvelles questions	12
6.1 Prévisibilité des ressources de don	12
6.2 Abaissement des seuils indicatifs	12
6.3 La question du resquillage	13
6.4 Le rôle de la dette intérieure	14
VII. Conclusion	15
 TABLEAUX	
Tableau 1 : Seuils indicatifs de la dette et du fardeau de la dette liés aux politiques	3
Tableau 2 : Classement des PMR selon la notation du risque (CSD 2005)	4
Tableau 3 : Classement des PMR sur la base de la notation du risque (CSD 2006)	8
 FIGURES	
Figure 1 : CSD et conditions de financement au titre du FAD-X	10
Figure 2 : VAN du ratio dette/exportations des bénéficiaires de l'IADM avant et après l'allègement de la dette au titre de l'Initiative	11
Figure 3 : VAN du ratio dette/exportations (2006-2025) : autres scénarios d'emprunt	12
 ENCADRÉS	
Encadré 1 : Exceptions à l'harmonisation FAD/IDA	5
Encadré 2 : Détermination des allocations 2005 en fonction de la performance	6
Encadré 3 : Mécanismes institutionnels pour les APSD	7
 ANNEXES	
Annexe 1 : Classement FAD du surendettement en 2005 selon l'EPIP et le CSD	1
Annexe 2 : Allocation 2005 FAD-X basée sur la performance et classement du surendettement	1
Annexe 3 : Classement préliminaire IDA du risque d'endettement lié aux politiques	1
Annexe 4 : Classement FAD du surendettement en 2006 selon l'EPIP et le CSD	1
Annexe 5 : Allocation 2006 FAD-X basée sur la performance et classement CSD du surendettement	1

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

I. INTRODUCTION

1.1 Le présent rapport a pour objet d'examiner l'expérience du Fonds africain de développement (FAD) dans la mise en œuvre du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD). Le CSD a été élaboré conjointement par la FMI et la Banque mondiale, avec la pleine collaboration du Groupe de la Banque (et d'autres banques multilatérales de développement – BMD) pour sa mise en place et son application. Le CSD vise à s'assurer que l'appui financier extérieur apporté aux efforts de développement des pays à faible revenu pour leur permettre d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) n'entraînera pas un fardeau insoutenable de la dette.

1.2 La mise en œuvre du CSD a reposé sur deux approches. La première est une méthodologie statique axée sur l'harmonisation des seuils indicatifs du fardeau de la dette liés aux politiques avec les ratios antérieurs réels du fardeau de la dette afin de déterminer le niveau de risque de surendettement. La seconde approche est un processus dynamique de détermination du risque de surendettement d'un pays à travers une analyse prospective de la soutenabilité de la dette (APSD) sur le terrain. Deux éléments sont examinés dans le présent rapport, à savoir l'expérience du FAD dans la mise en œuvre du CSD statique 2005 pour la notation du risque pays et l'application APSD pour la plupart des classements du risque au titre du CSD 2006.

1.3 Ce document comprend cinq principales sections. Après l'introduction (section I), la section II présente l'historique de l'élaboration du CSD. La section III couvre l'application du CSD statique pour déterminer les allocations pays 2005 basées sur la performance (ABP). La section IV examine la mise en œuvre des nouvelles analyses prospectives de soutenabilité de la dette dans la détermination des ABP 2006. La section V est consacrée à l'impact de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) sur le CSD. La section VI examine les implications du CSD sur quatre nouvelles questions. La dernière section présente la conclusion et les recommandations à soumettre aux plénipotentiaires du FAD, pour examen.

II. CONTEXTE : ÉLABORATION DU CADRE DE SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

2.1 Bien que le CSD ait été élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale, il est le fruit de larges consultations sous forme de séminaires et de conférences de haut niveau organisés notamment par les deux institutions de Bretton Woods, le Secrétariat du Commonwealth et le Secrétariat du Club de Paris, en 2003 et 2004. Les représentants du Groupe de la Banque ont participé activement à ces réunions avec d'autres parties prenantes : représentants d'autres BMD, responsables gouvernementaux et d'ONG issus de pays membres régionaux (PMR), représentants des médias, syndicats, secteur privé, organismes religieux, et autres¹.

¹ Voir le compte rendu de la réunion conjointe FMI-Banque mondiale sur la soutenabilité de la dette dans les pays à faible revenu, qui s'est tenue à Washington D.C. les 11 et 12 septembre 2003, le sommaire du Président sur la réunion des créanciers multilatéraux, qui s'est tenue au siège de l'OPEP à Vienne (Autriche) les 22 et 23 octobre 2003, et le compte rendu de la réunion annuelle des Banques multilatérales de développement, qui s'est tenue à Washington, D.C. les 23 et 24 juin 2004.

2.2 Les études empiriques menées par la Banque mondiale dans différents pays et corroborées par le FMI permettent de mieux appréhender l'évaluation de la soutenabilité de la dette actuelle et projetée des pays. Elles révèlent que parmi les facteurs qui influent sur le risque de surendettement, la qualité des politiques et des institutions s'avère déterminante et a un impact décisif sur les niveaux de la dette associée au surendettement². Ces études révèlent que les pays dont l'environnement institutionnel et politique est médiocre sont susceptibles d'être confrontés au surendettement avec des ratios de la dette beaucoup moins élevés. Ces pays sont donc plus enclins à mal utiliser et à mal gérer les fonds, et moins capables d'utiliser leurs ressources de manière productive.

2.3 En 2004 et au début de 2005, de larges consultations inter-agences ont eu lieu entre l'IDA, le FMI, le FAD, la BASD, d'autres institutions financières internationales et des parties prenantes au sujet de l'ordre de grandeur des seuils indicatifs liés aux politiques, qui constituent la base du Cadre de soutenabilité de la dette. Lors des réunions FMI/Banque mondiale du printemps 2005, un consensus s'est dégagé sur le niveau des seuils, qui ont été considérés par toutes les parties prenantes comme étant relativement plus modestes et plus prudents (cf. Tableau 1 ci-dessous). Les seuils servent de référence pour l'évaluation des données concernant les ratios réels du fardeau de la dette d'un pays en vue de déterminer le risque de surendettement de ce pays.

L'approche statique du CSD

2.4 L'approche du CSD, dite statique et mécaniste, repose sur deux piliers : (i) les seuils indicatifs du fardeau de la dette extérieure liés aux politiques et institutions du pays ; et (ii) les indicateurs réels du fardeau de la dette (en d'autres termes, la VAN des ratios dette/PIB, dette/exportations et service de la dette/exportations). Les seuils indicatifs sont alors comparés aux indicateurs réels du fardeau de la dette dans le cadre d'un scénario de référence, et de « scénarios extrêmes » éventuels qui prend en compte la vulnérabilité du pays aux chocs extérieurs. En adoptant le CSD comme base de conditions du financement FAD-X, les plénipotentiaires du FAD ont convenu que le Fonds utilise sa propre notation EPIP pour classer les pays membres régionaux (PMR) selon leur performance en matière de politiques.

2.5 Les indicateurs du fardeau de la dette et les seuils indicatifs correspondants, adoptés dans la notation EPIP pour la période FAD-X, sont indiqués dans le tableau ci-après. Ce tableau reflète le consensus dégagé sur les trois indicateurs du fardeau de la dette, ainsi que les trois groupes de pays EPIP, et leurs seuils indicatifs pertinents. Il montre que les pays ayant différents niveaux de performance en matière de politiques (faible, moyen, forts) peuvent tolérer des niveaux d'endettement spécifiques (bas, moyen, élevé respectivement). Ainsi, un pays X classé, selon son EPIP, parmi les PMR de performance moyenne en matière de politique ($3.25 < \text{EPIP} < 3.75$), peut être financé par plus de prêts concessionnels que par des dons, tant que la VAN de son ratio dette/exportations est inférieure de 10 pour cent à son seuil qui, dans le cas présent, est établi à 150 pour cent³ ; autrement, son financement se ferait sous forme de dons ou par une combinaison de prêts et de dons.

² Voir Kraay and Nehru (2004) : "When is Debt Unsustainable?", Document de travail n° 3200 de la Banque mondiale sur la politique de recherche. Voir également le document du FMI/IDA : "Debt sustainability in Low Income Countries - Proposals for an Operational Framework and Policy Implications", février 2004.

³ Une analyse similaire des deux autres seuils et indicateurs d'endettement est en cours.

Tableau 1
Seuils indicatifs de la dette et du fardeau de la dette liés aux politiques
(en pourcentage)

Indicateurs	Évaluation de la solidité des institutions et de la qualité de la politique		
	Faible EPIP ≤ 3.25	Moyen 3.25 < EPIP < 3.75	fort EPIP ≥ 3.75
VAN dette/PIB	30	40	50
VAN dette/exportations	100	150	200
Service dette/exportations	15	20	25

Source : *Possible Implications for FAD-X Financing Terms of Adopting Revised Debt Thresholds and Placing a Cap on Dons*, réf.: FAD-X/CM.4/2004/01/Add. Document présenté lors des négociations finales sur la reconstitution FAD-X, tenues à Copenhague (Danemark) les 16-17 décembre 2004.

2.6 De manière générale, après la détermination du système d'allocation en fonction de la performance pour le cycle FAD d'une période de trois ans, les conditions de financement des prêts/dons sont déterminées par le niveau de surendettement du pays. Un pays est considéré comme présentant un risque élevé de surendettement si son indicateur du fardeau de la dette dépasse de plus de 10 pour cent le seuil d'endettement pertinent ; dans ce cas, l'allocation du au pays est entièrement financée sous forme de dons. Par ailleurs, un pays est considéré comme présentant un faible risque de surendettement si son indicateur du fardeau de la dette est inférieur de plus de 10 pour cent au seuil pertinent ; dans ce cas, le pays n'est éligible qu'aux ressources de prêts. Dans le même ordre d'idées, un pays est considéré comme présentant un risque moyen de surendettement si son indicateur du fardeau de la dette est inférieur ou supérieur de moins de 10 pour cent au seuil pertinent; dans ce dernier cas, l'allocation est répartie en 50 pour cent de prêts et 50 pour cent de dons. La règle de décision ci-dessus est appelée « approche-volume pure ».

2.7 À l'issue d'une discussion approfondie lors des négociations sur la reconstitution du FAD-X, les plénipotentiaires du FAD ont décidé d'appuyer l'adoption d'une approche-volume pure (AVP) qui comprend l'application d'une décote de 20 pour cent sur les dons, subdivisée en deux composantes : la première est une faction relative aux incitations (8 pour cent) pour aider à maintenir la solidité du système d'incitations du FAD, comme illustré dans le système ABP, la seconde est une faction liée aux commissions (12 pour cent) pour les dons FAD. Les plénipotentiaires ont convenu que les pays en situation de post-conflit ne seraient assujettis qu'à la décote liée aux commissions⁴. La section 3 ci-dessous examine comment l'exercice 2005 d'allocation basé sur la performance a mis en œuvre l'approche statique CSD pour déterminer les conditions de financement prêts/dons destinés aux pays éligibles au FAD.

L'approche dynamique du CSD

2.8 Lors de la dernière réunion sur les négociations relatives à la reconstitution du FAD-X, les plénipotentiaires ont également convenu que le système de détermination des conditions de financement basées sur l'évaluation mécaniste CSD visant à harmoniser les ratios du fardeau de la dette individuelle avec les seuils d'endettement indicatifs devrait être remplacé par une méthode de classement basé sur les perspectives découlant des analyses prospectives de la

⁴ *Rapport sur la 10ème reconstitution générale des ressources du Fond africain de développement* en date du 19 janvier 2005, réf. : ADF/BD/WP/2005/06, par. 7.13-7.18.

soutenabilité de la dette. L'évaluation à partir des ASD prospectives (APSD) comprend des aspects spécifiques au pays, notamment l'intégration des indicateurs budgétaires et macroéconomiques externes, l'impact des chocs extérieurs, et une analyse plus approfondie de l'évolution et de la composition du stock de la dette sur la base d'un jugement et non à partir de l'analyse mécaniste des ratios de la dette. Pour le moyen à long terme, et à partir de l'exercice ABP 2006, les résultats de l'APSD conjointe FMI/IDA seront appliqués comme décrit dans la section 4 ci-après, afin de déterminer les conditions de financement des prêts/dons pour chacun des 38 pays exclusivement FAD.

III. APPLICATION DU CSD AUX ABP PAYS 2005

3.1 Le CSD statique, tel que décrit dans les paragraphes 2.5-2.7 ci-dessus, servait en général de base de détermination des conditions de financement du FAD-X appliquées aux 38 PMR exclusivement éligibles au guichet FAD pendant l'exercice ABP 2005 (cf. document du Conseil, réf. ADF/BD/IF/2005/116 en date du 28 juin 2005). Sur la base de la notation du risque au titre du CSD 2005, les conditions de financement des prêts/dons FAD-X étaient les suivantes :

- Dons-seulement pour 21 PMR ;
- prêts/dons de proportions variées pour 5 PMR ; et
- prêts-seulement pour 14 PMR.

3.2 Le Tableau 2 illustre la répartition des résultats ci-dessus par pays éligible au FAD :

Tableau 2
Classement des PMR selon la notation du risque
(CSD 2005)

Classement	Pays
Prêts-seulement (14)	Burkina Faso, Cap-Vert, Djibouti, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Mozambique, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Tanzanie et Zimbabwe
Combinaison Prêts & Dons (5)	Bénin, Éthiopie, Lesotho, Ouganda et Zambie
Dons-seulement (21)	Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, République du Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Malawi, Rwanda, Sao Tome & Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Togo.

3.3 La notation CSD du risque pays est illustrée dans l'annexe 1 selon le système de "feux de signalisation" CSD : le *vert* renvoie au risque faible de surendettement qui correspond à 100 pour cent de prêts ; le *jaune* au risque modéré, qui correspond à une combinaison de prêts/dons (50/50) ; et le *rouge* au risque élevé, qui correspond à 100 pour cent de dons. L'annexe montre également les résultats du classement-pays FAD, juxtaposés aux résultats obtenus par l'IDA. Il est évident que les classements de la quasi-totalité des pays éligibles au FAD ont été harmonisés, grâce notamment à une série de consultations entre les responsables du Fonds et ceux de l'IDA, au cours desquelles un accord a été conclu sur la notation EPIP et le classement CSD de certains pays. Pour les quelques exceptions, voir l'encadré 1 ci-après.

Encadré 1 : Exceptions à l'harmonisation FAD/IDA

Deux exceptions ont été observées dans les classements CSD du FAD et de l'IDA. En ce qui concerne la Somalie et Djibouti, l'IDA exclut la Somalie de toute allocation en vertu du système ABP en raison de l'absence de données, mais le Fonds fournit une ABP minimale à la Somalie au titre du FAD-X sur la base du RNB par habitant, et le pays est classé dans la catégorie dons uniquement (100 pour cent). En ce qui concerne Djibouti, l'IDA considère ce pays comme un pays « à conditions de marché » dont le RNB par habitant est supérieur au seuil IDA uniquement, et c'est pourquoi il est traité en dehors du système ABP, mais est éligible aux prêts uniquement (100 pour cent). Toutefois, au titre du FAD-X, Djibouti est classé parmi les pays ABP, et le classement CSD vert (100 pour cent de prêts) aboutit aux mêmes résultats que ceux de l'IDA. Pour les deux pays mixtes, le Nigeria et le Zimbabwe, le traitement est harmonisé entre le FAD et l'IDA. Les classements CSD devraient indiquer le *rouge* pour ces deux PMR en raison de leur classement mixte, mais tous les deux ont été jugés évalués comme étant éligibles aux prêts uniquement (100 pour cent),.

3.4 Il convient de noter que malgré le fait que le CSD sous-tendait le cadre de classification de tous les pays lors de l'exercice ABP 2005, pour trois pays (Mauritanie, Éthiopie et Zambie), les données disponibles issues des ABP prospectives conjointes FMI/IDA ont été appliquées par rapport aux seuils CSD, et dans le même temps un élément d'appréciation a été introduit. S'agissant de la Mauritanie, le feu vert était fondé sur son ASD disponible qui affichait une tendance à la baisse de la VAN du ratio dette/exportations. Cette évolution est le reflet de la production pétrolière annoncée à Chinguetty, qui a commencé en 2006. En ce qui concerne l'Éthiopie, les indicateurs du fardeau de la dette pour 2003 et 2004 signalent un feu vert dans l'ASD, au point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE. Cependant, à partir de 2005, le pays passera au jaune grâce à la VAN élevée de son ratio dette/exportations, à l'exclusion des dons de l'IDA. Il a donc été décidé de classer l'Éthiopie dans la catégorie jaune. Quant à la Zambie, la VAN du ratio dette/exportations au point d'achèvement ASD pour 2003, indique un feu rouge. Cependant, le pays se verra attribuer le feu vert sur la base des projections de son point d'achèvement à partir de 2005. Par souci de prudence, la Zambie a été classée dans la catégorie jaune.

Encadré 2 : Détermination des allocations 2005 en fonction de la performance

Premièrement, toutes les allocations initiales dérivées du système ABP sont attribuées par pays selon les conditions de financement individuelles CSD relatives aux prêts/dons. Ensuite les 20 pour cent de décote sur tous les encaissements de dons sont déduits, en séparant la faction de 8 pour cent relative aux incitations de la faction de 12 pour cent relative aux commissions, et en limitant l'application de la faction relative aux commissions aux 6 pays sortant d'un conflit (voir par. 2.7 ci-dessus) ; puis une seconde allocation est attribuée – la réallocation de la faction de 8 pour cent liée aux incitations – à tous les pays exclusivement FAD, selon la méthodologie ABP. Enfin, les première et seconde allocations sont additionnées pour déterminer l'allocation finale du pays pour la période FAD-X. Dans la dernière colonne « Parts d'allocation révisées », les conditions de financement prêts/dons CSD demeurent et indiquent les pays qui bénéficient de prêts uniquement (100 pour cent), de dons uniquement (100 pour cent) ou de prêts/dons dans diverses proportions.

3.5 Sur la base de la notation EPIP et du classement CSD pour l'exercice ABP 2005, l'Annexe 2 montre les diverses étapes du processus de détermination des allocations FAD-X finales aux pays (voir encadré 2 pour les détails).

3.6 Comme indiqué dans l'annexe 2, la part globale des dons dans la reconstitution totale du FAD-X, en appliquant le CSD statique 2005, est de **34,29 pour cent**. Cette part peut être comparée à la part globale des dons, au titre de la reconstitution totale du FAD-IX, qui se situait

à 18,3 pour cent dans la fourchette prévue, à savoir 18-21 pour cent. Il convient de souligner qu'au titre du FAD-X, cette exigence n'existe pas étant donné que la part globale des dons est déterminée de manière endogène.

IV. APPLICATION DU CSD AUX SYSTÈMES ABP PAYS 2006

4.1 En déterminant les conditions de financement du FAD-X pour l'exercice ABP 2006, le risque de surendettement de 50 pour cent des pays éligibles exclusivement au FAD (19 sur 38 PMR) a été évalué au cours de l'analyse prospective de la soutenabilité de la dette (APSD). Environ 40 APSD conjointes FMI/IDA avaient déjà été réalisées en juin 2006, et l'expérience relative à la mise en œuvre de 23 APSD a été présentée dans un récent rapport⁵. Selon ce rapport, il a été convenu qu'en cas de divergence entre les résultats du CSD statique et ceux de l'APSD, les feux de signalisation de l'APSD l'emportent. L'annexe 3 présente la notation du risque CSD finale recommandée pour les allocations IDA basées sur la performance au titre de l'exercice budgétaire 2007.

4.2 Sur la base des résultats contenus dans le rapport FMI/IDA, l'évaluation CSD relative à l'APSD l'emporte sur l'évaluation mécaniste basée sur les indicateurs d'endettement dans 12 des 19 pays exclusivement FAD qui ont été examinés. Parmi ceux-ci, l'évaluation basée sur l'APSD dans trois pays (Niger, Rwanda et Tchad) a recommandé 100 pour cent de dons alors que l'évaluation mécaniste préconisait 100 pour cent de prêts. S'agissant du Niger par exemple, la sécheresse qui a déclenché une crise alimentaire dans le pays et affaibli sa performance économique en 2004 et 2005, a inversé l'évaluation mécaniste. De même, dans 2 pays (Zambie et Mauritanie), l'évaluation basée sur l'APSD a recommandé 100 pour cent de prêts alors que l'évaluation mécaniste préconisait 100 pour cent de dons. Comme souligné plus haut (par. 3.4), pour la Mauritanie, cette évolution est le reflet de la production pétrolière des champs pétrolifères de Chinguetty, qui a commencé en 2006.

Principales caractéristiques de l'APSD

4.3 L'objectif de cette ASD prospective est de surveiller l'évolution des indicateurs du fardeau de la dette des pays afin de mieux définir les conditions et stratégies de financement du FAD. Ces nouvelles APSD sont des analyses prospectives normalisées des indicateurs de la dette extérieure et publique, et du service de la dette, selon un scénario de référence basé sur des hypothèses macroéconomiques réalistes à moyen et à long terme, sur d'autres facteurs économiques sous-jacents et sur des chocs normalisés. Lorsque les indicateurs donnent des signaux différents, il faut faire appel à une interprétation judicieuse et à un jugement prudent. Les caractéristiques des pays sont également intégrées dans l'analyse par le biais de scénarios sur mesure et de tests sous contraintes visant à déterminer la sensibilité à divers chocs. Les récentes APSD des pays éligibles à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) étudient particulièrement l'impact de cet allègement selon un autre scénario et, dans à peu près la moitié des analyses, les scénarios complémentaires et les tests sous contraintes se sont avérés utiles ou déterminants pour influencer les conclusions du scénario de référence.

⁵ Voir IDA/IMF: *Revue du CSD des pays à faible revenu et Implications de l'IADM*, 27 mars 2006, Encadré 2 et par. 11-20.

4.4 Les mécanismes institutionnels actuels sur la mise en œuvre des APSD prévoient les évaluations conjointes FMI/IDA. Alors que dans le passé, le personnel du FAD ne pouvait pas participer aux missions conjointes APSD sur le terrain, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de sa participation, sur une base sélective, aux APSD, ce qui lui a permis de prendre part, pour la première fois, aux APSD conjointes en République centrafricaine et au Liberia en novembre 2006. L'encadré 3 décrit les mécanismes institutionnels en cours en vue d'une participation aux APSD conjointes.

Encadré 3 : Mécanismes institutionnels concernant les APSD

Dans le passé, les mécanismes institutionnels visant à mener des APSD se limitaient aux analyses FMI/IDA lors des consultations prévues par l'Article IV du FMI, et sur les revues récentes au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) et des arrangements relatifs au programme de suivi du personnel (SMP). La période d'ASD conjointes était souvent déterminée par les besoins du FMI, qui pour le personnel de la Banque mondiale, était souvent problématique. Il y a aussi eu des difficultés au niveau de la conciliation des exigences divergentes de programmation de la période d'ASD et de correspondance des agendas de travail du personnel de l'IDA avec les échéances pressantes du FMI. Des difficultés ont également empêché le personnel du FAD de faire partie des équipes conjointes FMI/IDA chargées de missions d'APSD sur le terrain. Il est néanmoins reconnu aujourd'hui que le FAD et l'IDA ont 40 PMR clients communs, ce qui représente plus de 80 pour cent des PPTE et des pays éligibles à l'IADM dans lesquels des APSD sont nécessaires tous les ans. Par conséquent et pour la première fois, deux employés FAD de l'Unité de la mobilisation des ressources et des partenariats (ORRU) ont participé aux missions conjointes d'APSD sur le terrain, en RCA et au Liberia en novembre 2006. Ceci ouvre la voie à la participation continue du FAD, sur une base sélective, aux futures missions conjointes d'APSD sur le terrain.

Classement CSD 2006

4.5 Malgré les défis auxquels le personnel du FAD est confronté lors de sa participation aux exercices APSD conjoints FMI/IDA, la notation du risque CSD est essentielle et capitale pour déterminer les allocations pays du FAD selon le système ABP. Ainsi, pour les ABP pays 2006, les notations du risque de l'IDA au titre de l'exercice budgétaire 2007 (voir l'Annexe 3) ont été adoptées et est appliquées. L'annexe 4 montre les résultats de l'utilisation de cette information pour déterminer la notation CSD du risque pays FAD. L'analyse montre que, sur la base de l'approche mécaniste statique du CSD, qui harmonise les seuils indicatifs avec les ratios réels d'endettement, les classements FAD et IDA sont identiques, à l'exception d'un cas, Djibouti, où l'analyse « feux de signalisation » du FAD indique le feu *vert* pour 100 pour cent des prêts alors que l'analyse IDA signale le feu *rouge* pour 100 pour cent de dons⁶. Étant donné qu'aucune APSD n'est disponible sur Djibouti pour l'harmonisation du classement CSD du FAD avec celui de l'IDA, la décision finale a été de classer Djibouti dans la catégorie feu *rouge* pour 100 pour cent de dons.

4.6 Sur la base la notation du risque CSD 2006 contenue dans les Annexes 3 et 4, les nouvelles conditions de financement de prêts/dons aux PMR éligibles sont les suivantes :

⁶ La différence d'analyse est due au fait que l'évaluation EPIP de l'IDA classe Djibouti sous « politique faible » et lui attribue un seuil plus bas, alors que le FAD classe le pays sous « politique moyenne » et lui attribue un seuil indicatif plus élevé.

- dons (100 pour cent) pour 20 PMR ;
- prêts/dons (en proportions variées) pour 4 PMR ; et
- prêts (100 pour cent) pour 16 PMR.

4.7 Le Tableau 3 ci-dessous présente la répartition des résultats ci-dessus et les pays éligibles au FAD.

Tableau 3
Classement des PMR sur la base de la notation du risque CSD 2006

Classement	Pays
Prêts-seulement (16)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nigeria*, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe*
Combinaison de prêts et de dons (4)	Angola, Éthiopie, Lesotho et Malawi
Dons seulement (20)	Burundi, RCA, Tchad, Comores, R. D. Congo, Rép. Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, Liberia, Rwanda, Sao Tome & Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Togo

Principaux résultats

4.8 En comparant ces données au classement CSD 2005, il apparaît que la notation CSD a changé pour 8 pays sur 38 pays éligibles au FAD. Il s'agit de : Niger, Djibouti, Angola, Malawi, Cameroun, Bénin, Ouganda et Zambie. Les évolutions ou changements observés dans le classement CSD sont décrits ci-dessous.

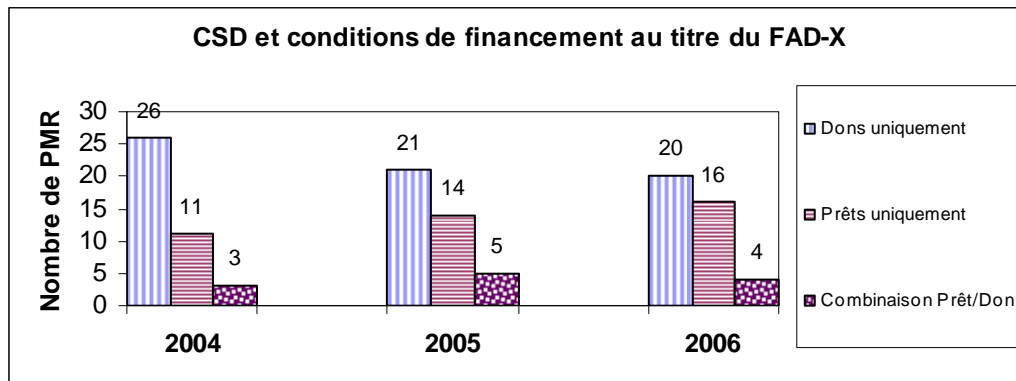
- Premièrement, parmi les 20 PMR maintenant classés comme éligibles uniquement aux dons, 18 ont aussi été classés dans la catégorie dons uniquement en 2005, à l'exception du **Niger**, qui a été classé dans la catégorie prêts uniquement en 2005, mais qui appartient aujourd'hui à la catégorie dons uniquement. L'APSD 2006 souligne qu'une sécheresse a déclenché une crise alimentaire au Niger et a affaibli la performance économique en 2004 et 2005, ce qui a inversé l'évaluation mécaniste CSD, la faisant passer du *vert* au *rouge* (voir par. 4.2). L'autre exception est **Djibouti**, pays classé parmi les bénéficiaires des prêts uniquement en 2005, mais qui est aujourd'hui classé dans la catégorie dons uniquement en raison de l'harmonisation de la politique avec celle de l'IDA (voir par. 4.5).
- Deuxièmement, parmi les 4 PMR classés aujourd'hui dans le groupe des bénéficiaires d'une combinaison de prêts et de dons, seuls deux PMR, l'Éthiopie et le Lesotho, ont obtenu le même classement au titre du CSD 2005. Les exceptions sont l'**Angola et le Malawi**, qui bénéficient maintenant d'une combinaison prêts/dons, alors qu'ils étaient classés *rouge* au titre du CSD 2005. Au titre de l'évaluation CSD 2006, l'Angola et le Malawi ont été de nouveau classés dans la catégorie *rouge*, mais l'APSD dans les deux pays a inversé le classement, le faisant passer au *jaune*, ce qui renvoie à une combinaison de prêts/dons (50/50 ou autres proportions).

- Troisièmement, parmi les 14 PMR qui bénéficient aujourd'hui de prêts uniquement, 10 PMR ont également bénéficié de prêts uniquement sous le CSD 2005. Les exceptions sont : le **Cameroun**, qui a été classé dans la catégorie *rouge* au titre de l'évaluation CSD 2005 et 3PMR, le **Bénin**, **l'Ouganda et la Zambie** qui avaient été précédemment classés *jaune* au titre du CSD 2005. Au Bénin et au Cameroun, l'évaluation statique CSD 2006 et l'évaluation CPSD ont classé ces pays dans la catégorie *vert* pour prêts uniquement. Quant à l'Ouganda, l'évaluation statique CSD était *jaune* mais l'APSD a classé le pays dans la catégorie *vert* pour prêts uniquement, classement retenu dans la décision finale. De même, pour la Zambie, l'évaluation CSD 2006 était *rouge* mais l'APSD a aussi classé le pays dans la catégorie *vert* réservée aux bénéficiaires des prêts uniquement.

Application du CSD 2006 aux ABP pays

4.9 Les allocations finales FAD-X en fonction de la performance pays ont été déterminées sur la base de l'évaluation EPIP et de la notation du risque CSD. L'annexe 5 montre le processus étape par étape, comme décrit dans l'encadré 2 ci-dessus. L'allocation finale est présentée par pays pour la période du FAD-X - soit en prêts uniquement, soit en dons uniquement, soit en une combinaison de prêts/dons.

Figure 1

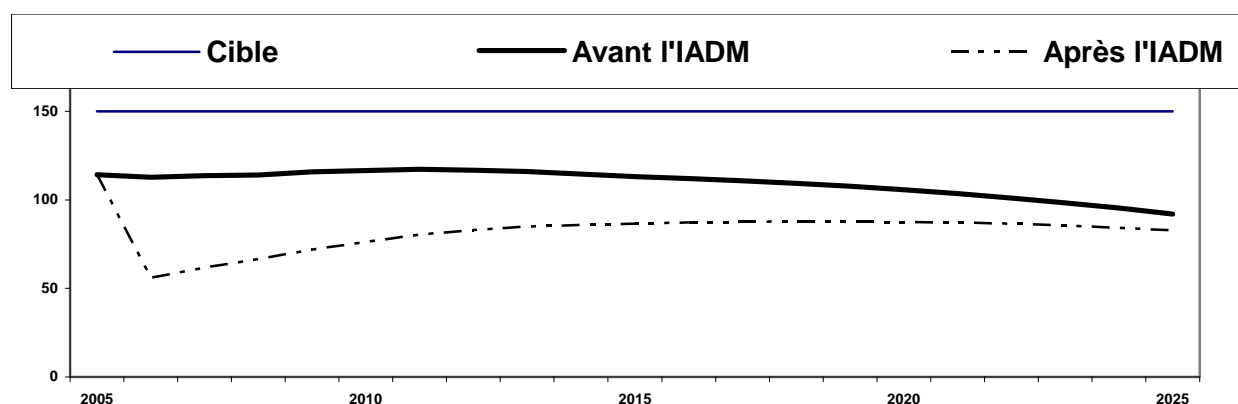


4.10 Au titre de l'exercice ABP 2006, la part globale des dons dans la reconstitution totale du FAD-X est estimée à **28,35 pour cent** quand 20 PMR reçoivent des dons- seulement, 16 PMR reçoivent des prêts-seulement et 4 PMR reçoivent une combinaison de prêts/dons, en vertu de l'application de l'approche dynamique APSD du CSD. La Figure 1 illustre les parts prêts/dons estimées pour la période 2004-2006. En comparaison, la part globale des dons basée principalement sur l'approche statique CSD 2005 a été estimée à **34,29 pour cent** quand 21 PMR reçoivent des dons seulement, 14 PMR reçoivent des prêts seulement et 5 PMR reçoivent une combinaison de prêts/dons. De même, il convient de rappeler que la part globale des dons estimée lors des dernières négociations sur la reconstitution du FAD-X en décembre 2004 était de **44,5 pour cent** lorsqu'il a été indiqué que 26 PMR recevraient des dons uniquement, 11 PMR des prêts uniquement et 3 PMR une combinaison de prêts/dons. Cette évolution confirme le principe selon lequel la part globale des dons est déterminée de manière endogène.

V. IMPACT DE L'IADM SUR LE CSD

5.1 Selon les estimations, pour 18 PPTE ayant franchi le point d'achèvement et éligibles à l'allègement de la dette au titre de l'IADM dans le monde, la VAN moyenne du ratio dette/exportations devrait chuter de 140 pour cent à un taux projeté de 52 pour cent environ après l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, lorsque les pays recevront l'allègement de la dette⁷.

Figure 2
VAN du ratio dette/exportations des bénéficiaires de l'IADM
avant et après l'allègement de la dette au titre de l'Initiative



5.2 Dans le rapport sur l'expérience découlant de la mise en œuvre du CSD⁸ tirée des 23 ASD prospectives, les ratios de la dette avant et après l'IADM d'un échantillon de 12 pays tendent à converger sur le long terme⁹. Le rapport montre cependant que l'allègement IADM a, dans le court terme, un certain impact sur les ratios d'endettement après l'IADM. Comme le montre la Figure 2, l'IADM réduit le ratio dette/exportations d'environ 40 pour cent en moyenne de 2006 à 2010. Mais, en général et à long terme (2006-25), la différence entre les ratios de la dette avant et après l'IADM recule jusqu'à 10 points de pourcentage environ. Dans un sous-échantillon de 9 PPTE africains ayant atteint le point d'achèvement, la convergence à long terme est similaire.

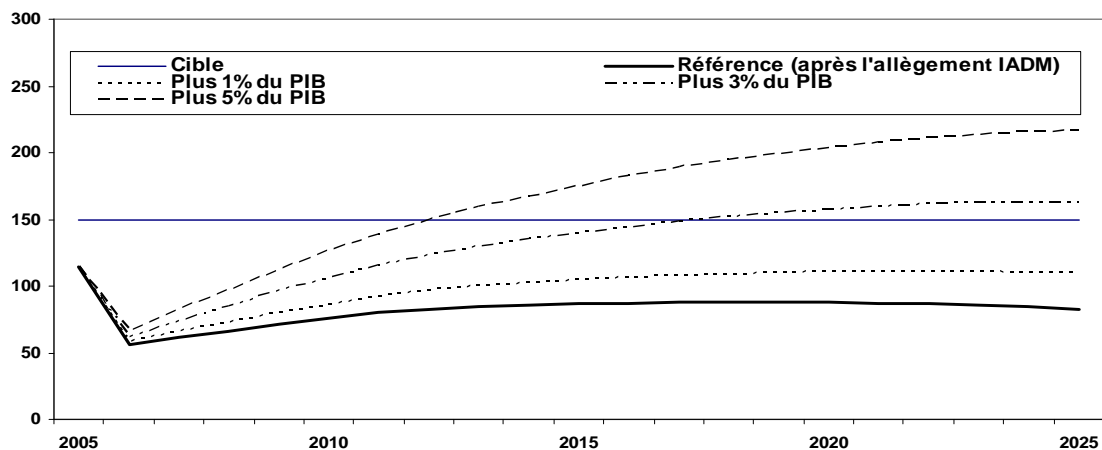
⁷ Voir IDA: *The G-8 Debt Relief Proposal: Assessments of Costs, Implementation Issues, and Financing Options* (IDA/SecM2005-0414), par. 8. Document présenté à la réunion des délégués IDA qui s'est tenue à Paris, France, le 11 septembre 2005.

⁸ Voir la note de bas de page 5 ci-dessus. Dans l'échantillon, les 12 PPTE ayant franchi le point d'achèvement sont ceux éligibles à l'APSD. Ils comprennent 3 PPTE non africains (Guyane, Nicaragua et Tajikistan) et 9 PMR : Burkina Faso, Éthiopie, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Zambie.

⁹ Ibid. Voir les par. 27-30 et l'Annexe pour les scénarios d'endettement après l'IADM (Figures A1 et A2).

5.3 Dans tous les cas, la convergence dans le long terme apparaît en raison de l'importance croissante de la dette cumulée avec le temps du fait des emprunts¹⁰. L'hypothèse réaliste est que l'emprunt avant et après l'IADM reste le même car l'allègement IADM ne mènera probablement pas à une réduction des nouveaux emprunts. L'hypothèse d'une non évolution des emprunts reflète l'idée que les plans d'emprunt des pays restent les mêmes dans la mesure où les ressources supplémentaires de l'IADM servent à financer les projets et programmes de réduction de la pauvreté prévus dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et non à remplacer les nouveaux emprunts prévus. L'allègement de la dette, grâce à l'initiative IADM, complète, à travers des emprunts supplémentaires, les transferts nets de ressources aux PMR en appui à leurs efforts tendant à la réalisation des OMD.

Figure 3
VAN du ratio dette/exportations (2006-2025)
Autres scénarios d'emprunt



5.4 La sensibilité de la dynamique d'endettement, en termes de soutenabilité de la dette des pays par rapport à l'hypothèse de nouveaux emprunts, est examinée en profondeur. Les simulations montrent que le faible accroissement de l'emprunt à des conditions privilégiées, environ 1 pour cent du PIB par an, aurait peu d'effet sur les perspectives de la soutenabilité de la dette. Néanmoins, un plus grand accroissement d'environ 3-5 pour cent du PIB par an mènerait, dans la plupart des pays, à un dépassement des seuils indicatifs CSD (Figure 3)¹¹. Il convient donc de souligner qu'une forte hausse des transferts de ressources vers ces pays devra se faire sous forme de dons afin de maintenir un niveau de risque de surendettement bas à modéré dans ces pays éligibles à l'IADM.

¹⁰ L'allègement de la dette affecte principalement la VAN de la dette en cours, mais la dynamique à long terme de l'endettement est dominée par les nouveaux emprunts et entraîne la réduction du rôle de l'allègement. La trajectoire prévue de la VAN de la dette extérieure peut être décomposée en deux parties : (i) une partie reflétant les changements dans la VAN de la dette en cours fin 2004 ; et (ii) une autre partie imputable aux nouveaux emprunts extérieurs depuis fin 2004. Comme la VAN du stock de la dette extérieure en cours décline relativement vite, l'effet à long terme de l'allègement de la dette à travers la réduction de la VAN de la dette en cours sera forcément limité. Ibid., voir Annexe, par. 2.

¹¹ Ibid., voir Annexe, par. 4.5.

VI. NOUVELLES QUESTIONS

6.0 Quatre nouvelles questions relatives au CSD et à ses implications sont examinées dans cette section. Ce sont : (i) la prévisibilité des ressources destinées aux dons ; (ii) l'abaissement des seuils indicatifs liés aux politiques ; (iii) le resquillage ; et (iv) les implications de la dette publique nationale.

6. *Prévisibilité des ressources de dons*

6.1.1 La mise en œuvre du CSD a entraîné le reclassement de certains PMR comme éligibles aux dons au cours d'une période, aux prêts au cours d'une autre période et à une combinaison de prêts/dons au cours d'une troisième période¹². Dans ce contexte, certains PMR ont exprimé leur inquiétude au sujet de la prévisibilité des ressources destinées aux pays bénéficiaires qui s'engagent dans des plans à moyen terme pour financer leurs programmes de réduction de la pauvreté. Un pays classé aujourd'hui dans la catégorie prêts uniquement, mais engagé dans les négociations en cours sur des projets préparés et évalués grâce à des segments de dons, est confronté à la possibilité de l'annulation brutale de ces projets à mi-parcours.

6.1.2 Il existe également un problème de crédibilité en ce qui concerne le dialogue entre le Fonds et certains gouvernements qui ont souligné qu'ils ne contracteront aucun prêt pour des projets du secteur social comme l'éducation, la santé et le VIH/sida. Il convient de noter que, lors de l'évaluation, l'accent a été mis sur la nécessité de consacrer entièrement ces ressources au financement de projets sociaux. Ces gouvernements font grand cas de la prévisibilité des ressources pour préparer leur budget à moyen terme en vue de l'exécution de leurs programmes de dépenses publiques, mais le recours au CSD tend à réduire sensiblement la prévisibilité des ressources de dons.

6.1.3 En réponse à ces inquiétudes, la Direction a informé les pays faisant face à l'absence de ressources de dons, qu'ils pourraient transformer le projet en prêt ou le limiter considérablement lorsque le CSD les reclassera parmi les pays éligibles aux prêts uniquement. La prudence est aussi de rigueur dans la planification et la programmation des ressources pendant le cycle FAD car, dans l'enveloppe du FAD-X, les allocations fermes ne sont envisagées que pour la première année, tandis que le montant de l'allocation au titre des autres années est purement indicatif.

6.2 *Abaissement des seuils indicatifs*

6.2.1 Il a été souligné plus haut que l'introduction de l'IADM fera baisser de 140 à 52 pour cent environ la VAN des ratios dette/exportations des PMR éligibles¹³. La réduction du risque de surendettement résultant de l'allègement IADM laisse penser que le FAD et l'IDA passeront des dons aux prêts pour les pays IADM, ce qui pourrait conduire à une nouvelle accumulation rapide

¹² Le Cameroun, classé comme pays éligible aux dons uniquement lors du processus d'ABP 2005, a été reclassé comme étant éligible aux prêts uniquement lors du processus ABP 2006. Le Bénin, l'Ouganda et la Zambie, qui étaient classés comme pays éligibles à la combinaison de prêts et de dons dans des proportions variées lors du processus ABP 2005, ont été reclassés comme pays éligibles aux prêts uniquement lors du processus ABP 2006. Par ailleurs, Djibouti et le Niger, qui étaient classés comme pays éligibles aux prêts-seulement lors du processus de ABP 2005, ont été reclassés comme pays éligibles aux dons uniquement lors du processus ABP 2006. Voir le par. 4.8 ci-dessus.

¹³ Voir par. 5.1 ci-dessus

de la dette. Par conséquent, certains ont déjà fait valoir que pour conserver le classement actuel des pays dans le système des « feux de signalisation » du CSD, il faudra baisser les seuils indicatifs de ce cadre.

6.2.2 Mais à l'évidence (voir par. 4.6-4.8 ci-dessus), tout porte à croire que l'IADM n'entraînera pas une évolution injustifiée des dons vers les prêts ni un accroissement des prêts FAD/IDA. Avec le maintien des seuils à leur niveau initial pour les APSD au titre de l'exercice ABP 2006, les résultats (20 classés *rouge*; 16 classés *vert*) sont comparables aux évaluations CSD statique au titre de l'exercice ABP 2005 (21 classés *rouge* ; 14 classés *vert*). Ainsi, la transition de l'évaluation CSD statique à l'évaluation ASD prospective conjointe n'a pas changé la combinaison prêts/dons. En conséquence, aucun changement majeur de la combinaison prêts/dons, des dons vers les prêts, n'a eu lieu en ce qui concerne les pays IADM pendant l'exercice ABP 2006.

6.2.3 Une autre observation liée à cette question est que l'abaissement des seuils indicatifs de tous les pays pourrait remettre en question l'éligibilité au titre de l'initiative PPTE. L'abaissement des seuils peut indiquer la baisse de la tolérance de la communauté internationale à l'égard de l'endettement des pays à faible revenu. Des seuils plus bas pourraient indiquer que les seuils de soutenabilité de la dette des PPTE étaient trop élevés, ce qui implique qu'il faudrait élargir l'Initiative PPTE, et probablement l'IADM – autant de mesures qui pourraient accroître sensiblement le coût de l'Initiative PPTE. En revanche, l'abaissement des seuils d'endettement au profit des seuls pays bénéficiaires de l'IADM poserait le problème de l'uniformité des traitements. Il serait inacceptable d'accorder un traitement différent aux bénéficiaires de l'IADM alors qu'ils forment un sous-groupe de l'ensemble PPTE. Ainsi, pour cette raison également, il est prudent de maintenir les seuils indicatifs IADM à leur niveau actuel.

6.3 *La question du resquillage*

6.3.1 Le resquillage renvoie à des situations où les prêteurs non concessionnels tirent, indirectement et sans frais, un gain financier des dons et des financements concessionnels du FAD et de l'IDA, ainsi que de l'allègement de la dette au titre de l'IADM. Face à une grande réduction de leur endettement, les pays IADM créent pour ces prêteurs de nouvelles possibilités d'emprunt pour les sources commerciales et d'autres sources non concessionnelles. En outre, ces prêteurs non concessionnels sont prêts à octroyer ces financements d'autant plus qu'ils sont conscients qu'en raison de l'allègement IADM et des perspectives de dons FAD, le pays sera en mesure d'honorer le service de la dette cumulée.

6.3.2 A la lumière de ce qui précède, l'on s'accorde généralement à reconnaître que le resquillage doit être surveillé de près. En conséquence, le FAD continuera de coopérer étroitement avec l'IDA et la communauté des bailleurs de fonds pour remédier à ce problème. Les solutions avancées pour le résoudre sont : (i) le renforcement de la conformité à l'exigence de déclaration et une nouvelle clause dans les accords de prêts exigeant la déclaration, à l'avance, de tout nouvel emprunt non concessionnel envisagé ; (ii) la création de mécanismes d'incitation (autres décotes sur les dons, réduction des allocations par le biais du système ABP, etc.) visant à réduire au minimum les emprunts non concessionnels ; (iii) l'acceptation élargie du CSD comme base analytique d'une approche commune des « créanciers » en matière de

concessionnalité aux emprunteurs éligibles ; et (iv) l'intensification des efforts de communication en matière d'allègement de la dette au titre de l'IADM, et des politiques relatives aux dons et au resquillage destinées à la communauté des créanciers en vue d'améliorer l'harmonisation des politiques.

6.3.3 Par ailleurs, ces mécanismes devraient être complétés par des actions concertées visant à renforcer la capacité de gestion de la dette des pays emprunteurs. Les actions entreprises à l'échelle nationale pour contribuer au succès de l'IADM et enrayer le resquillage : (i) l'amélioration de la qualité des données sur l'endettement ainsi que leur diffusion aux BMD ; et (ii) l'appui des BMD en matière d'assistance technique, l'appui institutionnel et les programmes de renforcement des capacités de gestion de la dette dans les pays emprunteurs.

6.4 *Le rôle de la dette intérieure*

6.4.1 La nouvelle approche CSD, c'est-à-dire l'analyse prospective de la soutenabilité de la dette (APSD), présente deux formats d'application : l'un pour la dette extérieure et l'autre pour la dette intérieure publique. Ces deux formats génèrent des tableaux de données qui montrent la dynamique de l'endettement et du service de la dette selon le scénario de référence, et récapitulent les résultats d'autres scénarios normalisés et des tests sous contraintes. Ainsi, à certains égards, la dette intérieure est déjà prise en compte dans les nouvelles configurations du CSD.

6.4.2 Lors de la dernière série d'analyses CSD, telle que présentée dans le rapport¹⁴ sur l'échantillon des 23 ASD récemment menées conjointement par le FMI/IDA, 14 contenaient une analyse de soutenabilité de la dette publique. Dans sept des pays analysés, l'énorme fardeau de la dette intérieure était un facteur de risque global de surendettement. Cependant, étant donné que les indicateurs de la dette publique ont globalement confirmé l'évaluation faite à partir du fardeau de la dette extérieure, le niveau de risque n'a pas changé.

6.4.3 La principale faiblesse du format utilisé pour la dette publique est l'absence de seuils indicatifs prédéterminés liés aux politiques, tels que ceux utilisés pour les analyses de la soutenabilité de la dette extérieure. Les obligations intérieures sont difficiles à intégrer dans une approche à trois piliers visant à envoyer des signaux aux bailleurs de fonds sur le niveau approprié de concessionnalité. Le relèvement de ce niveau, même partiellement sur la base de l'emprunt intérieur, qui est essentiellement sous contrôle interne, entraînerait des risques moraux en créant des incitations au sur-emprunt. En l'absence de seuils indicatifs prédéterminés, les analyses de soutenabilité de la dette publique se sont donc principalement focalisées sur les tendances des ratios de la dette publique, la vulnérabilité aux chocs, le niveau de paiement au titre du service de la dette et les besoins en financements bruts.

6.4.4 Pour que le classement CSD du surendettement reflète l'analyse de tous les aspects de l'endettement (extérieur et intérieur), il importe qu'à l'avenir, les DSA signalent spécifiquement les cas où le classement serait différent s'il était établi uniquement sur la base de la dette intérieure. En outre, les actions à venir devront être axées sur la mise en place d'une approche qui intègre les analyses de la dette intérieure et de la dette extérieure. Parallèlement, des actions

¹⁴ Cf. par. 4.1 et note en bas de page 9 ci-dessus.

pourraient être entreprises pour élaborer des directives sur les conseils à fournir aux autorités nationales sur le rôle de la dette intérieure dans la perspective de la soutenabilité globale de la dette.

VII. CONCLUSION

7.1 Ce rapport a passé en revue l'expérience du Fonds africain de développement (FAD) dans la mise en œuvre du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD). Le CSD a été élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale, avec la pleine collaboration du Groupe de la Banque pour sa mise en place et son application. Il est établi que le cadre vise à s'assurer que le financement extérieur destiné à soutenir les efforts de développement des pays à faible revenu pour leur permettre d'atteindre les OMD n'a pas pour effet de créer des fardeaux insoutenables de la dette.

7.2 Le CSD a reposé sur deux principales approches : 1) la première est une méthodologie mécaniste statique consistant à harmoniser les seuils indicatifs avec les ratios réels de dette afin de déterminer le risque de surendettement pays ; et 2) la seconde renvoie à un processus dynamique de détermination du risque de surendettement pays à travers l'application d'une analyse prospective de la soutenabilité de la dette (APSD). L'approche mécaniste CSD a été appliquée pendant l'exercice 2005 d'allocations basées sur la performance (ABP) alors que l'APSD a été le principal instrument de détermination du classement CSD pays au cours de l'exercice d'ABP 2006. Il convient de noter que pour tous les pays ayant bénéficié d'une APSD, le FAD a appliqué la règle qui veut qu'en cas de divergence entre les résultats du CSD et ceux de l'APSD, les « feux de signalisation » de l'APSD l'emportent.

7.3 Pour l'essentiel, l'expérience tirée du CSD concerne l'impact de la récente initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) sur l'application du CSD. L'expérience a révélé que les ratios de la dette pré- et post-IADM des pays éligibles à l'Initiative tendent à converger dans le long terme en raison de l'importance croissante que la dette cumulée acquiert avec le temps, du fait des nouveaux emprunts. Ainsi, l'impact de l'IADM sur la dynamique de la dette à long terme est quasiment neutre. En conséquence, l'abaissement des seuils indicatifs du fardeau de la dette ne semble pas très probant. Ce fait est corroboré par les données de l'exercice ABP 2006, qui montrent qu'en maintenant les seuils initiaux, la combinaison prêts/dons est comparable aux résultats de l'exercice ABP 2005.

7.4 Trois autres nouvelles questions sont examinées dans ce document : (i) la prévisibilité des ressources de dons ; (ii) les implications du resquillage ; et (iii) la nécessité d'intégrer la dette intérieure dans le CSD. Étant donné que la prévisibilité des ressources de dons n'est pas garantie, les pays sont invités à faire preuve de prudence dans la planification et la programmation des ressources pendant le cycle FAD. Il a été souligné la nécessité d'enrayer et de décourager le resquillage en intensifiant les efforts de communication, à l'intention des créanciers, sur l'allègement de la dette au titre de l'IADM et les politiques en matière de dons et de resquillage, afin de renforcer l'harmonisation des politiques. Enfin, il a été noté que les actions futures concernant le CSD devraient porter davantage sur l'élaboration d'une approche qui intègre à la fois l'analyse de la dette intérieure et l'analyse de la dette extérieure.

Recommandation

7.5 Les Plénipotentiaires sont invités à prendre note de ce rapport et à fournir au Fonds des directives et des orientations sur la manière d'aborder trois des quatre nouvelles questions soumises à leur attention, pour examen :

- (i) Compte tenu des changements annuels intervenant dans les conditions de financement des prêts/dons, quelles sont les mesures pratiques qui pourraient faciliter la prévisibilité des portefeuilles des pays d'une année sur l'autre ;
- (ii) Alors que les PMR à risque élevé de surendettement font des efforts pour atteindre les OMD, le resquillage limite leurs capacités de mobilisation de flux de ressources supplémentaires au-delà des dons du FAD et de l'IDA. Comment ces PMR pourront-ils éviter le cercle vicieux « faible croissance – faible niveau d'investissement » ?
- (iii) Quels facteurs faut-il prendre en compte dans l'élaboration d'un futur CSD qui couvre à la fois la dette publique extérieure et la dette publique intérieure ?

ANNEXE 1

Classement FAD de surendettement en 2005 par seuils CPIA et PCSD - Système de feu de signalisation											
										BAD	IDA
Pays	EPIP 2004	RNB par habitant (US\$)	VAN/PIB	VAN/EXP	SD/EXP	Classement de surendettement		Classement pays surendettés	Classe- ment feu signa- lisation**	Class. Feu signalisa- tion**	
						Moyen	SD/EXP				
Politique forte: CPIA >= 3,75			50%	200%	25%						
1 Cap Vert	3,98	1440,00	35,4	138,5	10,3	1	1	1	Rouge	Rouge	
2 Sénégal	3,95	540,00	29,5	119,0	15,1	1	1	1	Rouge	Rouge	
3 Ouganda	3,84	250,00	30,6	262,5	11,6	2	1	2	Jaune	Jaune	
4 Tanzanie	3,80	300,00	21,9	140,0	5,9	1	1	1	Rouge	Rouge	
5 Burkina Faso	3,79	300,00	15,8	210,8	16,6	1	1	1	Rouge	Rouge	
Politique moyenne : 3,25 < CPIA < 3,75			40%	150%	20%						
1 Ghana	3,74	320,00	30,9	87,6	17,8	1	1	1	Rouge	Rouge	
2 Mali	3,73	290,00	31,8	134,7	7,5	1	1	1	Rouge	Rouge	
3 Bénin	3,72	440,00	22,8	196,4	14,8	2	1	2	Jaune	Jaune	
4 Kenya	3,71	400,00	32,0	133,3	17,3	1	1	1	Rouge	Rouge	
5 Rwanda	3,68	220,00	59,4	701,2	15,3	3	1	3	Rouge	Rouge	
6 Mozambique	3,62	210,00	31,3	123,2	8,0	1	1	1	Rouge	Rouge	
7 Cameroun	3,61	630,00	40,8	177,1	15,6	3	1	3	Rouge	Rouge	
8 Lesotho	3,61	610,00	44,4	114,5	15,2	2	1	2	Jaune	Jaune	
9 Mauritanie	3,48	400,00	30,0	54,0	3,0	1	1	1	Rouge*	Rouge*	
10 Tchad	3,43	240,00	33,7	257,0	13,3	3	1	3	Rouge	Rouge	
11 Éthiopie	3,43	90,00	25,9	175,4	4,5	2	1	2	Jaune*	Jaune*	
12 Niger	3,43	200,00	21,2	155,7	9,1	1	1	1	Rouge	Rouge	
13 Djibouti	3,43	910,00	42,5	94,8	5,6	1	1	1	Rouge	Rouge	
14 Madagascar	3,41	290,00	26,9	136,8	6,5	1	1	1	Rouge	Rouge	
15 Gambie	3,31	270,00	86,6	201,9	12,0	3	1	3	Rouge	Rouge	
16 Zambie	3,26	380,00	32,1	117,5	4,0	2	1	2	Jaune*	Jaune*	
Politique faible : CPIA <= 3,25			30%	100%	15%						
1 Malawi	3,21	160,00	107,9	394,8	7,5	3	1	3	Rouge	Rouge	
2 Congo, République du	3,19	650,00	150,4	212,9	2,5	3	1	3	Rouge	Rouge	
3 Sao Tome and Principe	3,10	300,00	272,9	760,0	34,2	3	3	3	Rouge	Rouge	
4 Burundi	3,00	90,00	130,0	1829,9	61,4	3	3	3	Rouge	Rouge	
5 Guinée	2,98	430,00	52,6	238,9	16,4	3	2	3	Rouge	Rouge	
6 Sierra Leone	2,83	150,00	111,4	552,9	15,8	3	2	3	Rouge	Rouge	
7 Congo, Rép. démocratique du	2,80	100,00	135,0	636,4	12,3	3	1	3	Rouge	Rouge	
8 Angola	2,79	740,00	70,4	111,5	16,1	3	2	3	Rouge	Rouge	
9 Afrique centrafricaine	2,77	260,00	136,8	1079,6	0,4	3	1	3	Rouge	Rouge	
10 Togo	2,64	310,00	73,7	241,6	3,0	3	1	3	Rouge	Rouge	
11 Côte d'Ivoire	2,62	660,00	61,9	154,5	10,4	3	1	3	Rouge	Rouge	
12 Soudan	2,62	460,00	90,9	767,3	1,6	3	1	3	Rouge	Rouge	
13 Erythrée	2,50	190,00	49,3	318,4	10,4	3	1	3	Rouge	Rouge	
14 Comores	2,26	450,00	64,7	481,2	6,2	3	1	3	Rouge	Rouge	
15 Guinée-Bissau	2,23	140,00	210,7	799,0	24,5	3	3	3	Rouge	Rouge	
16 Liberia	2,04	110,00	614,4	1919,1	0,1	3	2	3	Rouge	Rouge	
17 Somalie	1,00	N/A	..	..	..	..	..	..	N/A	N/A
Pays mixtes											
1 Nigeria	2,85	350,00	68,6	151,6	7,2	3	1	3	Rouge	Rouge	
2 Zimbabwe	2,38	480,00	56,2	249,5	3,2	3	1	3	Rouge	Rouge	
Notes :											
(*)		Classement IDA prêts/dons déterminé par les données AG sur le terrain. Bien que la classification et le classement par seuils et indicateurs aient été adaptés à des classements différents, les classements IDA ont été adoptés par souci d'harmonisation									
(**)		Classement seuils du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD) contre indicateurs d'endettement									
VAN/PIB		VAN de la dette extérieure/PIB									
VAN/EXP		VAN de la dette extérieure/PIB									
DS/EXP		Ratio service de la dette/exportations									
Moyenne		Moyenne VAN de la dette/PIB et VAN de la dette/exportations									
Rouge		Classement de surendettement par seuil CSD contre indicateurs de dette résultant en des dons seulement et pas de prêts									
Jaune		Classement de surendettement par seuil PSD contre indicateurs de la dette résultant en des prêts seulement et pas de dons									
Rouge		Classement de surendettement par seuil PSD contre indicateurs de la dette résultant en des prêts et dons (50/50)									

ANNEXE 2

Allocation 2005 FAD-X basée sur la performance et classement du surendettement - Parts prêts/dons																								
Classement Pays	EPP 2004 ajust. *	RNBph (US\$)	EPIP 2004 pour classement pays	Classement pays surendettés (feu sign)		% Grants	Alloc. ressources initiales FAD-X (App. volume)			Décotes 20% et 12% sur dons	Alloc. révisée FAD-X (après décotes/dons)			Répartition 20 % dons***			Dons réalloués (8%) par ABP	Alloc. finale ressources FAD-X (Appr. décote vol.)				% dons alloc. finale FAD-X	Parts alloc. Révisée	
							Loans	Grants	Total		Prêts	Dons	Total	8%	12%	Total		Dons	Total des	Total des dons	Total Alloc.		Prêts (%)	Dons (%)
Politique forte: CPIA >= 3.75																								
1	Cape Verde	3,96	1440	3,98	Vert	Vert	0%	9,8	-	9,8	-	9,8	-	9,8	-	-	-	0,08	9,8	-	9,8	-	100,0	-
2	Senegal	4,34	540	3,95	Vert	Vert	0%	117,6	-	117,6	-	117,6	-	117,6	-	-	-	2,46	120,0	-	120,0	-	100,0	-
3	Uganda	3,67	250	3,84	Jaune	Jaune	50%	111,6	111,6	223,1	22,3	111,6	89,2	200,8	8,9	13,4	22,3	4,78	113,9	91,6	205,6	3,2	55,4	44,6
4	Tanzania	3,49	300	3,80	Vert	Vert	0%	278,0	-	278,0	-	278,0	-	278,0	-	-	-	5,99	283,9	-	283,9	-	100,0	-
5	Burkina Faso	3,73	300	3,79	Vert	Vert	0%	110,7	-	110,7	-	110,7	-	110,7	-	-	-	2,30	113,0	-	113,0	-	100,0	-
Politique moyenne: 3,25 < CPIA >= 3.75																								
1	Ghana	3,77	320	3,74	Vert	Vert	0%	187,2	-	187,2	-	187,2	-	187,2	-	-	-	3,99	191,2	-	191,2	-	100,0	-
2	Mali	3,99	290	3,73	Vert	Vert	0%	121,8	-	121,8	-	121,8	-	121,8	-	-	-	2,55	124,3	-	124,3	-	100,0	-
3	Benin	3,58	440	3,72	Jaune	Jaune	50%	28,6	28,6	57,1	5,7	28,6	22,8	51,4	2,3	3,4	5,7	1,13	29,1	23,4	52,5	0,8	55,4	44,6
4	Kenya	2,97	400	3,71	Vert	Vert	0%	174,6	-	174,6	-	174,6	-	174,6	-	-	-	3,71	178,3	-	178,3	-	100,0	-
5	Rwanda	3,41	220	3,68	Rouge	Rouge	100%	-	69,0	69,0	13,8	-	55,2	55,2	5,5	8,3	13,8	1,39	-	56,6	56,6	2,0	-	100,0
6	Mozambique	3,73	210	3,62	Vert	Vert	0%	176,1	-	176,1	-	176,1	-	176,1	-	-	-	3,75	179,8	-	179,8	-	100,0	-
7	Cameroon	3,55	630	3,61	Rouge	Rouge	100%	-	120,9	120,9	24,2	-	96,7	96,7	9,7	14,5	24,2	2,53	-	99,3	99,3	3,5	-	100,0
8	Lesotho	3,43	610	3,61	Jaune	Jaune	50%	9,0	9,0	18,0	1,8	9,0	7,2	16,2	0,7	1,1	1,8	0,26	9,1	7,3	16,4	0,3	55,5	44,5
9	Mauritania	2,88	400	3,48	Vert*	Vert*	0%	20,2	-	20,2	-	20,2	-	20,2	-	-	-	0,31	20,5	-	20,5	-	100,0	-
10	Niger	2,85	200	3,43	Vert	Vert	0%	68,4	-	68,4	-	68,4	-	68,4	-	-	-	1,37	69,8	-	69,8	-	100,0	-
11	Ethiopia	3,51	90	3,43	Jaune*	Jaune*	50%	150,6	150,6	301,1	30,1	150,6	120,5	271,0	12,0	18,1	30,1	13,47	157,3	127,2	284,5	4,4	55,3	44,7
12	Chad	3,06	240	3,43	Rouge	Rouge	100%	-	57,4	57,4	11,5	-	46,0	46,0	4,6	6,9	11,5	1,13	-	47,1	47,1	1,6	-	100,0
13	Djibouti	2,71	910	3,43	Vert	Vert	0%	8,8	-	8,8	-	8,8	-	8,8	-	-	-	0,06	8,9	-	8,9	-	100,0	-
14	Madagascar	2,99	290	3,41	Vert	Vert	0%	100,1	-	100,1	-	100,1	-	100,1	-	-	-	2,07	102,2	-	102,2	-	100,0	-
15	Gambia	2,85	270	3,31	Rouge	Rouge	100%	-	13,3	13,3	2,7	-	10,6	10,6	1,1	1,6	2,7	0,16	-	10,8	10,8	0,4	-	100,0
16	Zambia	2,67	380	3,26	Jaune*	Jaune*	50%	25,4	25,4	50,8	5,1	25,4	20,3	45,7	2,0	3,0	5,1	0,99	25,4	21,3	46,7	0,7	54,4	45,6
Politique faible : CPIA <= 3.25																								
1	Malawi	2,64	160	3,21	Rouge	Rouge	100%	-	57,4	57,4	11,5	-	45,9	45,9	4,6	6,9	11,5	1,13	-	47,0	47,0	1,6	-	100,0
2	Congo, Rep. of	2,66	650	3,19	Rouge	Rouge	100%	-	21,0	21,0	2,5	-	18,4	18,4	-	2,5	2,5	0,33	-	18,8	18,8	0,7	-	100,0
3	Sao Tome & Principe	2,57	300	3,10	Rouge	Rouge	100%	-	6,6	6,6	1,3	-	5,3	5,3	0,5	0,8	1,3	0,01	-	5,3	5,3	0,2	-	100,0
4	Burundi	2,21	90	3,00	Rouge	Rouge	100%	-	31,5	31,5	3,8	-	27,7	27,7	-	3,8	3,8	0,56	-	28,3	28,3	1,0	-	100,0
5	Guinea	2,70	430	2,98	Rouge	Rouge	100%	-	40,2	40,2	8,0	-	32,2	32,2	3,2	4,8	8,0	0,75	-	32,9	32,9	1,1	-	100,0
6	Sierra Leone	2,73	150	2,83	Rouge	Rouge	100%	-	33,1	33,1	4,0	-	29,1	29,1	-	4,0	4,0	0,60	-	29,7	29,7	1,0	-	100,0
7	Congo DRC	2,28	100	2,80	Rouge	Rouge	100%	-	202,3	202,3	24,3	-	178,0	178,0	-	24,3	24,3	4,32	-	182,3	182,3	6,3	-	100,0
8	Angola	2,15	740	2,79	Rouge	Rouge	100%	-	40,7	40,7	4,9	-	35,8	35,8	-	4,9	4,9	0,76	-	36,6	36,6	1,3	-	100,0
9	Central African Republic	1,63	260	2,77	Rouge	Rouge	100%	-	12,5	12,5	2,5	-	10,0	10,0	1,0	1,5	2,5	0,14	-	10,2	10,2	0,4	-	100,0
10	Togo	1,59	310	2,64	Rouge	Rouge	100%	-	13,6	13,6	2,7	-	10,9	10,9	1,1	1,6	2,7	0,17	-	11,0	11,0	0,4	-	100,0
11	Cote D'Ivoire	1,37	660	2,62	Rouge	Rouge	100%	-	23,8	23,8	4,8	-	19,0	19,0	1,9	2,9	4,8	0,39	-	19,4	19,4	0,7	-	100,0
12	Sudan	1,37	460	2,62	Rouge	Rouge	100%	-	43,1	43,1	8,6	-	34,5	34,5	3,5	5,2	8,6	0,82	-	35,3	35,3	1,2	-	100,0
13	Eritrea	2,38	190	2,50	Rouge	Rouge	100%	-	22,4	22,4	2,7	-	19,7	19,7	-	2,7	2,7	0,36	-	20,1	20,1	0,7	-	100,0
14	Comoros	1,07	450	2,26	Rouge	Rouge	100%	-	6,4	6,4	1,3	-	5,1	5,1	0,5	0,8	1,3	0,01	-	5,1	5,1	0,2	-	100,0
15	Guinea-Bissau	1,09	140	2,23	Rouge	Rouge	100%	-	7,2	7,2	1,4	-	5,8	5,8	0,6	0,9	1,4	0,03	-	5,8	5,8	0,2	-	100,0
16	Liberia	1,05	110	2,04	Rouge	Rouge	100%	-	8,6	8,6	1,7	-	6,9	6,9	0,7	1,0	1,7	0,06	-	7,0	7,0	0,2	-	100,0
17	Somalia	0,29	90	1,00	Rouge	Rouge	100%	-	6,6	6,6	1,3	-	5,3	5,3	0,5	0,8	1,3	0,01	-	5,3	5,3	0,2	-	100,0
1	Nigeria	1,86	350	2,85	Rouge	Rouge	0%	138,0	-	138,0	-	138,0	-	138,0	-	-	-	-	138,0	-	138,0	-	100,0	-
2	Zimbabwe	1,36	480	2,38	Rouge	Rouge	0%	12,5	-	12,5	-	12,5	-	12,5	-	-	-	-	12,5	-	12,5	-	100,0	-
								1 848,6	1 162,7	3 011,3	204,5	1 848,6	958,2	2 806,8	64,9	139,5	204,5	64,9	1 887,1	984,7	2 871,8	34,29	65,71	34,29
* Se rapporte à CAP 2004 ajust., représentant CPA standard ajusté par GF et PCEF								38,6%			34,1%						34,29%							
** Décotes de 12 et 20 pour cent sur dons appliquées respectivement aux 6 pays post-conflit et au reste des PMR du FAD seulement																								
*** La décote totale de 20% est compensée par la faction de 8 % liée aux incitations et la faction de 12 % de frais représentant le paiement du revenu net cédé sur les remboursements.																								

ANNEXE 3

Classement préliminaire du risque d'endet. lié à la politique (syst. signal.) pays IDA-seulement , Exerc. budg. 07 1/						
Pays IDA-seulement	Indicateur de la dette (%)			Feu de signalisation		Feu préliminaire pour l'ex. 07 avec classement du risque basé sur ASD 2/
	VAN dette/PIB 2/	VAN dette/export. 3/	Service dette/export. 3/	Dette basée s/indicateur	Base ASD 4/	
Performance forte (EPIP>=3.75) 6/	50	200	25			
Burkina Faso	19	234	15	Vert	Vert	Vert
Cap Vert	33	127	10	Vert		Vert
Ghana	28	78	7	Vert		Vert
Sénégal	19	79	17	Vert		Vert
Tanzanie	21	132	6	Vert	Vert	Vert
Ouganda	30	250	12	Jaune	Vert	Vert
Performance moyenne (3.75<EPIP<3.25)	40	150	20			
Bénin	20	171	13	Vert	Vert	Vert
Cameroon	16	72	17	Vert	Vert	Vert
Éthiopie	26	171	8	Vert	Jaune	Jaune
Kenya	28	119	9	Vert		Vert
Lesotho	41	106	10	Vert	Jaune	Jaune
Madagascar	41	162	7	Jaune	Vert	Vert
Malawi	60	213	12	Rouge	Jaune	Jaune
Mali	27	108	8	Vert	Vert	Vert
Mozambique	15	56	4	Vert		Vert
Niger	22	157	10	Vert	Rouge	Rouge
Rwanda	14	168	16	Vert	Rouge	Rouge
Zambie	28	110	27	Rouge	Vert	Vert
Performance faible (EPIP<=3.25)	30	100	15			
Angola	43	81	19	Rouge	Jaune	Jaune
Burundi	14	184	176	Rouge	Rouge	Rouge
Rép. centrafricaine	66	588	12	Rouge	Rouge	Rouge
Tchad	18	75	4	Vert	Rouge	Rouge
Comores	59	422	6	Rouge		Rouge
Congo DRC	31	130	8	Rouge		Rouge
Rép. du Congo	205	295	11	Rouge		Rouge
Côte d'Ivoire	76	180	6	Rouge		Rouge
Djibouti	44	102	6	Rouge		Rouge
Érythrée	44	422	20	Rouge		Rouge
Gambie	94	221	19	Rouge		Rouge
Guinée	45	198	21	Rouge	Rouge	Rouge
Guinée-Bissau	269	1001	60	Rouge		Rouge
Liberia	681	2887	1	Rouge		Rouge
Mauritanie	60	215	14	Rouge	Vert	Vert
Sao Tome & Principe	162	452	43	Rouge		Rouge
Sierra Leone	33	182	14	Rouge		Rouge
Somalie	...	...	...	Rouge		Rouge
Soudan	129	899	11	Rouge		Rouge
Togo	69	191	3	Rouge		Rouge
Notes :						
1/ Au 05/10/06 pour pays IDA/FAD seulement éligibles aux dons						
2/ En ratios, numérateur et dénominateur se rapportent aux données 2004.						
3/ En ratios, le numérateur se rapporte aux données 2004 et le dénominateur se rapporte à la moyenne des 3 années 2002-2004						
4/ Sur la base des ASD disponibles, de style CSD						
5/ Les feux de signalisation ayant trait à l'ASD l'emportent en cas de divergence ceux fondés sur l'indicateur de la dette						
6/ Sur la base des classements EPIP 2005						
7/ Le classement découle d'une analyse complémentaire de la soutenabilité de la dette dans le contexte de l'ASD de style CSD						
S.O. Sans objet						
* Les chiffres surlignés et en italique montrent les seuils indicatifs liés à la politique par catégorie de performance. Les chiffres en gris indiquent les indicateurs de la dette supérieurs aux seuils						
Source des données :						
a. VAN de la dette (2004) et service de la dette (2004) : GDF 2006 préliminaire. Le champ de la dette et du service de la dette est la dette publique et la dette extérieure à garantie publique, et les crédits IDA. Les chiffres pour la dette ne reflètent pas les effets de l'Initiative IADM.						
b. PIB (2004) : Indicateurs du développement dans le monde (IDM), 2005.						
c. Exportations (2002-4) : Perspectives de l'économie mondiale, 2005.						
d. EPIP. Banque mondiale (2006).						

ANNEXE 4

Classement test sous contraintes FAD 2006 selon EPIP et seuils CSD selon le "système de signalisation" de l'APSD													
Classification des pays		EPIP 2005	PBI par habitant (\$ EU)	VAN/PIB	VAN/EXP	SD/EXP	Classement du surendettement		Classement pays surendettés	Classement pays surendettés (système de signalisation)		Feu définitif	
							Moyenne VAN	SD/EXP					
Politique forte : CPIA >= 3.75				50	200	25				AfDB*	IDA*	FL-DSA**	
1	Cap Vert	4,21	1770	33	127	10	1	1	1	Vert	Vert		Vert
2	Sénégal	4,01	670	19	79	17	1	1	1	Vert	Vert		Vert
3	Tanzanie	3,93	330	21	132	6	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
4	Ouganda	3,88	270	30	250	12	2	1	2	Jaune	Jaune	Vert	Vert
5	Ghana	3,83	380	28	78	7	1	1	1	Vert	Vert		Vert
6	Burkina Faso	3,77	360	19	234	15	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
Politique moyenne : 3.25 < CPIA < 3.75				40	150	20							
1	Mali	3,74	360	27	108	8	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
2	Kenya	3,73	460	28	119	9	1	1	1	Vert	Vert		Vert
3	Bénin	3,72	530	20	171	13	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
4	Lesotho	3,66	740	41	106	10	1	1	1	Vert	Vert	Jaune	Jaune
5	Rwanda	3,58	220	14	168	16	1	1	1	Vert	Vert	Rouge	Rouge
6	Mozambique	3,58	250	15	56	4	1	1	1	Vert	Vert		Vert
7	Niger	3,48	230	22	157	10	1	1	1	Vert	Vert	Rouge	Rouge
8	Zambie	3,48	450	28	110	27	3	3	3	Rouge	Rouge	Vert	Vert
9	Éthiopie	3,46	110	26	171	8	1	1	1	Vert	Vert	Jaune	Jaune
10	Madagascar	3,46	300	41	162	7	2	1	2	Jaune	Jaune	Vert	Vert
11	Cameroun	3,45	800	16	72	17	1	1	1	Vert	Vert	Vert	Vert
12	Mauritanie	3,40	420	60	215	14	3	1	3	Rouge	Rouge	Vert	Vert
13	Djibouti	3,32	1030	44	102	6	1	1	1	Vert	Rouge		Rouge
14	Gambie	3,29	290	94	221	19	3	2	3	Rouge	Rouge		Rouge
15	Malawi	3,26	170	60	213	12	3	1	3	Rouge	Rouge	Jaune	Jaune
Politique faible : CPIA < 3.25				30	100	15							
1	Guinée	3,13	460	45	198	21	3	3	3	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
2	Burundi	3,11	90	14	184	176	3	3	3	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
3	Sao Tome & Principe	3,05	370	162	452	43	3	3	3	Rouge	Rouge		Rouge
4	Sierra Leone	3,03	200	33	182	14	3	2	3	Rouge	Rouge		Rouge
5	Tchad	3,01	260	18	75	4	1	1	1	Vert	Vert	Rouge	Rouge
6	Congo, Rép. du	2,88	770	205	295	11	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
7	Congo RDC	2,83	120	31	130	8	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
8	Guinée-Bissau	2,83	160	269	1001	60	3	3	3	Rouge	Rouge		Rouge
9	Angola	2,73	1030	43	81	19	3	3	3	Rouge	Rouge	Jaune	Jaune
10	Soudan	2,62	530	129	899	11	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
11	Togo	2,59	380	69	191	3	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
12	Côte d'Ivoire	2,58	770	76	180	6	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
13	Érythrée	2,54	180	44	422	20	3	2	3	Rouge	Rouge		Rouge
14	Liberia	2,54	110	681	2887	1	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
15	Rép. centrafricaine CAR	2,47	310	66	588	12	3	1	3	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
16	Comores	2,42	530	59	422	6	3	1	3	Rouge	Rouge		Rouge
17	Somalie	1,00	90	--	--	--	--	--	--	Rouge	Rouge		Rouge
Pays mixtes													
1	Nigeria	3,18	350	69	152	7	3	1	3	Rouge			Vert
2	Zimbabwe	1,90	480	56	250	3	2	1	2	Jaune			Vert
Notes :													
(*)		Classement du surendettement selon seuils du cadre de soutenabilité de la dette (CSD) par rapport aux indicateurs d'endettement											
(**)		Classement IDA des prêts/dons déterminés selon les données de l'ASD FMI/IDA											
APSD		Analyse prospective de la soutenabilité de la dette											
VAN/PIB		VAN dette extérieure/PIB											
VAN/EXP		VAN dette extérieure/exportations											
SD/EXP		Ratio service de la dette/exportations											
Moyenne		VAN moyenne dette/PIB et VAN dette/exportations											
Rouge		Classement PCSD du surendettement d'où 100 % de dons et aucun prêt											
Jaune		Classement PCSD du surendettement d'où 50/50 de prêts et dons											
Vert		Classement PCSD du surendettement d'où 100 % de prêts et aucun don											

ANNEXE 5

Allocation 2006 FAD-X basée sur la performance et classement CSD surendettement - Parts prêts/dons																												
Classement des pays	EPP 2005 ajusté *	EPIP 2005 pour class. pays	Classement des pays surendettés (feu signal.)	Feu défini	% dons	Allocation initiale des ress. FAD-X (approche volume)			Décotes 20% & 12% sur dons	Allocation FAD-X révisée (après décotes sur dons)			Répartition des 20 % sur dons***			Dons recollés (8%) par ABP			Alloc. finale ressources FAD-X (Approche décote)			% Dons dans alloc. finale FAD-X	Parts révisées alloc.					
						Prêts	Dons	Total		Prêts	Dons	Total	8%	12%	Total	Prêts	Dons	Total	Total prêts	Total dons	Total Alloc.		Prêts (%)	Dons (%)				
Politique forte : EPIP >= 3.75																												
1 Cap Vert	4,22	4,21	Vert	Vert	Vert	0%	10,1	-	10,1	-	10,1	-	10,1	-	-	-	0,05	-	0,05	10,1	-	10,1	-	100,0	-			
2 Sénégal	4,39	4,01	Vert	Vert	Vert	0%	114,4	-	114,4	-	114,4	-	114,4	-	-	-	1,38	-	1,38	115,8	-	115,8	-	100,0	-			
3 Tanzanie	3,66	3,93	Vert	Vert	Vert	0%	288,2	-	288,2	-	288,2	-	288,2	-	-	-	3,69	-	3,69	291,8	-	291,8	-	100,0	-			
4 Ouganda	3,62	3,88	Jaune	Jaune	Vert	0%	206,2	-	206,2	-	206,2	-	206,2	-	-	-	2,55	-	2,55	208,8	-	208,8	-	100,0	-			
5 Ghana	3,58	3,83	Vert	Vert	Vert	0%	161,3	-	161,3	-	161,3	-	161,3	-	-	-	1,98	-	1,98	163,3	-	163,3	-	100,0	-			
6 Burkina Faso	3,47	3,77	Vert	Vert	Vert	0%	92,1	-	92,1	-	92,1	-	92,1	-	-	-	1,10	-	1,10	93,2	-	93,2	-	100,0	-			
Politique moyenne : 3.25 < EPIP < 3.75																												
1 Mali	3,91	3,74	Vert	Vert	Vert	0%	111,9	-	111,9	-	111,9	-	111,9	-	-	-	1,35	-	1,35	113,2	-	113,2	-	100,0	-			
2 Kenya	3,28	3,73	Vert	Vert	Vert	0%	202,6	-	202,6	-	202,6	-	202,6	-	-	-	2,60	-	2,60	206,0	-	206,0	-	100,0	-			
3 Bénin	3,51	3,72	Vert	Vert	Vert	0%	52,6	-	52,6	-	52,6	-	52,6	-	-	-	0,59	-	0,59	53,2	-	53,2	-	100,0	-			
4 Lesotho	3,30	3,66	Vert	Vert	Jaune	50%	8,3	8,3	16,6	1,7	8,3	8,6	14,9	0,7	1,0	1,7	0,07	0,07	0,13	8,3	6,7	15,0	0,2	55,5	44,5			
5 Rwanda	3,66	3,68	Vert	Vert	Rouge	100%	-	71,6	71,6	14,3	-	67,2	67,2	5,7	8,6	14,3	-	0,83	0,83	-	68,1	68,1	2,0	-	100,0			
6 Mozambique	3,62	3,58	Vert	Vert	Vert	0%	158,4	-	158,4	-	158,4	-	158,4	-	-	-	1,94	-	1,94	160,3	-	160,3	-	100,0	-			
7 Niger	3,04	3,48	Rouge	Rouge	Rouge	100%	-	73,5	73,5	14,7	-	58,8	58,8	5,9	8,8	14,7	-	0,86	0,86	-	59,7	59,7	2,1	-	100,0			
8 Zambie	3,26	3,48	Rouge	Rouge	Vert	0%	69,7	-	69,7	-	69,7	-	69,7	-	-	-	0,81	-	0,81	70,6	-	70,6	-	100,0	-			
9 Éthiopie	3,88	3,46	Vert	Vert	Jaune	50%	150,6	150,6	301,1	30,1	150,6	120,5	271,0	12,0	18,1	30,1	1,65	1,65	3,31	152,2	122,1	274,3	4,2	55,5	44,5			
10 Madagascar	3,02	3,46	Jaune	Jaune	Vert	0%	97,6	-	97,6	-	97,6	-	97,6	-	-	-	1,17	-	1,17	98,7	-	98,7	-	100,0	-			
11 Cameroun	3,36	3,46	Vert	Vert	Vert	0%	103,8	-	103,8	-	103,8	-	103,8	-	-	-	1,26	-	1,26	105,0	-	105,0	-	100,0	-			
12 Mauritanie	2,68	3,40	Rouge	Rouge	Vert	0%	17,7	-	17,7	-	17,7	-	17,7	-	-	-	0,15	-	0,15	17,9	-	17,9	-	100,0	-			
13 Djibouti	2,85	3,32	Vert	Rouge	Rouge	100%	-	9,0	9,0	1,8	-	7,2	7,2	0,7	1,1	1,8	-	0,04	0,04	-	7,2	7,2	0,2	-	100,0			
14 Gambie	2,76	3,29	Rouge	Rouge		100%	-	12,6	12,6	2,6	-	10,0	10,0	1,0	1,6	2,6	-	0,08	0,08	-	10,1	10,1	0,3	-	100,0			
15 Malawi	2,96	3,26	Rouge	Rouge	Jaune	50%	33,7	33,7	67,4	6,7	33,7	27,0	60,7	2,7	4,0	6,7	0,39	0,39	0,78	34,1	27,4	61,5	0,9	55,5	44,5			
Politique faible : EPIP <= 3.25																												
1 Guinée	2,65	3,13	Rouge	Rouge	Rouge	100%	-	37,3	37,3	7,5	-	29,9	29,9	-	7,5	7,5	-	0,40	0,40	-	30,3	30,3	1,0	-	100,0			
2 Burundi	2,58	3,11	Rouge	Rouge	Rouge	100%	-	39,0	39,0	4,7	-	34,3	34,3	-	4,7	4,7	-	0,42	0,42	-	34,7	34,7	1,2	-	100,0			
3 Sao Tome & Principe	2,54	3,05	Rouge	Rouge		100%	-	6,6	6,6	1,3	-	5,3	5,3	-	1,3	1,3	-	0,01	0,01	-	5,3	5,3	0,2	-	100,0			
4 Sierra Leone	3,16	3,03	Rouge	Rouge		100%	-	40,3	40,3	4,8	-	35,6	35,6	-	4,8	4,8	-	0,44	0,44	-	36,9	36,9	1,2	-	100,0			
5 Tchad	2,36	3,01	Vert	Vert	Rouge	100%	-	35,1	35,1	7,0	-	28,1	28,1	-	7,0	7,0	-	0,37	0,37	-	28,5	28,5	1,0	-	100,0			
6 Congo, Rép. du	2,54	2,88	Rouge	Rouge		100%	-	19,0	19,0	2,3	-	16,8	16,8	-	2,3	2,3	-	0,17	0,17	-	16,9	16,9	0,6	-	100,0			
7 Congo RDC	2,64	2,83	Rouge	Rouge		100%	-	268,3	268,3	31,0	-	227,3	227,3	-	31,0	31,0	-	3,21	3,21	-	230,6	230,6	8,0	-	100,0			
8 Guinée-Bissau	1,69	2,83	Rouge	Rouge		100%	-	8,8	8,8	1,8	-	7,0	7,0	0,7	1,1	1,8	-	0,04	0,04	-	7,0	7,0	0,2	-	100,0			
9 Angola	2,05	2,73	Rouge	Rouge	Jaune	50%	17,9	17,9	35,9	2,2	17,9	15,8	33,7	-	2,2	2,2	0,19	0,19	0,38	18,1	16,0	34,1	0,6	53,2	46,8			
10 Soudan	1,67	2,62	Rouge	Rouge		100%	-	62,2	62,2	6,3	-	46,0	46,0	-	6,3	6,3	-	0,69	0,69	-	46,6	46,6	1,6	-	100,0			
11 Togo	1,51	2,59	Rouge	Rouge		100%	-	12,5	12,5	2,5	-	10,0	10,0	1,0	1,5	2,5	-	0,08	0,08	-	10,1	10,1	0,3	-	100,0			
12 Côte d'Ivoire	1,26	2,68	Rouge	Rouge		100%	-	20,1	20,1	4,0	-	16,1	16,1	1,6	2,4	4,0	-	0,18	0,18	-	16,3	16,3	0,6	-	100,0			
13 Érythrée	2,50	2,54	Rouge	Rouge		100%	-	23,2	23,2	2,8	-	20,4	20,4	-	2,8	2,8	-	0,22	0,22	-	20,7	20,7	0,7	-	100,0			
14 Libéria	1,41	2,54	Rouge	Rouge		100%	-	10,5	10,5	1,3	-	9,2	9,2	-	1,3	1,3	-	0,06	0,06	-	9,3	9,3	0,3	-	100,0			
15 République centrafricaine	1,44	2,47	Rouge	Rouge	Rouge	100%	-	10,9	10,9	1,3	-	9,6	9,6	-	1,3	1,3	-	0,06	0,06	-	9,6	9,6	0,3	-	100,0			
16 Comores	1,28	2,42	Rouge	Rouge		100%	-	6,6	6,6	1,3	-	5,2	5,2	0,5	0,8	1,3	-	0,01	0,01	-	5,2	5,2	0,2	-	100,0			
17 Somalie	0,29	1,00	Rouge	Rouge		100%	-	6,5	6,5	1,3	-	5,2	5,2	0,5	0,8	1,3	-	0,01	0,01	-	5,2	5,2	0,2	1,0	100,0			
Pays mixtes																												
1 Nigeria	2,04	3,18			Vert	0%	142,0	-	142,0	-	142,0	-	142,0	-	-	-	-	-	-	142,0	-	142,0	-	100,0	-			
2 Zimbabwe	0,93	1,90			Vert	0%	8,6	-	8,6	-	8,6	-	8,6	-	-	-	-	-	-	8,6	-	8,6	-	100,0	-			
						2 047,3			964,0	3 011,3	155,1	2 047,3			808,9	2 856,2	33,09	122,00	155,1	22,7	10,4	33,1	2 070,1	819,3	2 889,3	28,35	71,6	28,35
						32,01%						28,32%												28,35%				
* CPA 2005 ajusté représentant le CPA standard GF et PCEF																												
*** Décotes de douze (12) et vingt (20) % sur les dons appliquées respectivement aux pays post-conflit (PPC) et au reste des PMR du FAD seulement.																												
**** La décote totale de 20 % sur les dons comprend la fraction de 8 % liée aux incitations et la fraction de 12 % de frais recouvrant le paiement du revenu net sacrifié déduisant des remboursements.																												